

L'APPEL AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DU CINÉMA REFLÈTE UNE INQUIÉTUDE DIFFUSE

Premier constat, cet après-midi organisé autour de nombreuses prises de paroles, opérées à titre personnel, a fait salle comble. Selon un chiffre communiqué par le collectif, plus de 2 000 personnes auraient suivi les débats, in situ ou sur internet. Mais étaient absents, du moins physiquement, notamment la FNCF, la

NEF ainsi que le CNC et les pouvoirs publics.

Les enjeux de cet appel étaient regroupés en trois grandes thématiques : "Insurmontable la crise ?", "Menaces sur la création" et enfin "Quelles conséquences dans les salles ?" L'ouverture a été confiée à Jack Lang, président de l'IMA, qui a donné le ton des débats en rappelant la nécessité de "résister au détrocage qui menace" et de ne pas "se laisser embarquer dans une course à l'audience et à la fréquentation, qui pourrait être fatale aux idées que nous voulons partager les uns et les autres". L'introduction a été assurée par un collectif composé des productrices Judith Lou Lévy et Elisabeth Perez, du scénariste Cyril Brody, de la réalisatrice Axelle Ropert, du distributeur Grégory Gajos et de l'exploitant Gautier Labrusse, directeur du Lux à Caen. "Nous sommes rassemblés autour d'une inquiétude qui ne date pas d'hier mais que nous sommes de plus en plus nombreux à partager", a résumé Judith Lou Lévy, évoquant des groupes de travail ayant œuvré durant tout l'été. "Nous avons pu ainsi baliser les raisons de cette inquiétude et sa légitimité. Et nous allons nous exposer aujourd'hui le fruit de cette réflexion collective, car nous estimons qu'il est temps de tirer un signal d'alarme", a-t-elle indiqué.

Les thématiques confondues. La globalité des échanges n'est focalisée sur "l'apparition de critères de rentabilité, de performance et de résultats", comme l'a résumé le producteur Saïd Ben Saïd. Selon le réalisateur Arthur Harari, les premiers signaux sont venus du rapport Boutonnat, remis en mai 2019, par celui qui est devenu président du CNC deux mois plus tard. Pour le cinéaste, ce texte a clairement fixé un objectif. Il s'agit en substance de rendre plus rentable un secteur qui ne le serait pas assez, de réduire drastiquement le nombre de films produits ainsi que l'éventail des aides et surtout de fusionner le cinéma et l'audiovisuel, ce dernier étant perçu comme le lieu du progrès totalement raccordé au marché".

Plus de 2 000 personnes ont suivi sur place et sur internet l'après-midi de débats du 6 octobre.

“La balle est momentanément dans le camp du CNC. Nous demandons que soient organisés des États généraux du cinéma.”

Arthur Harari (réalisateur)

Et Arthur Harari d'enfermer le clou : "Si le CNC continue à prétendre que le soutien à la création reste l'objectif numéro un, beaucoup de signes concrets justifient que l'on s'interroge." Rappelons que le rapport de Dominique Boutonnat et ses conclusions avaient fait l'objet d'un amalgame avec le rapport parlementaire Magne. Le président du CNC a, plusieurs fois, affirmé que ses propositions sur les financements privés devaient intervenir en complément des dispositifs publics existants, et non pas en s'y substituant.

S'ENGAGER "DANS UN VASTE MOUVEMENT DE MODERNISATION"

Pour autant, a expliqué le producteur Philippe Carrossonne, "le plan gouvernemental n'est pas de laisser l'industrie du cinéma disparaître. Il s'agit de la renouveler, de la rénover d'où l'investissement massif dans la grande Fabrique de l'Image". Le producteur David Thion a tenu à "saluer les soutiens de l'État et du CNC lors de la crise sanitaire, les mesures exceptionnelles du Centre se montant à 343 M€ sur la période 2020-2022, sans oublier les

40 M€ pour le fonds de garantie des tournages". Mais le cumul des aides à la création ne représente que 100 M€ de montant insuffisant d'après lui pour compenser les effets de la pandémie et de l'inflation, dans un contexte de chute des entrées des salles. "Les aides pendant la crise résultaient d'une stratégie sur le court terme. Mais il n'est pas trop tard pour penser la politique culturelle de demain", rebondi Judith Lou Lévy.

Plusieurs intervenants ont ciblé le plan France 2030 et son objectif d'engager "les filières françaises dans un vaste mouvement de modernisation, pour prendre les meilleures places mondiales et saisir toutes les opportunités de l'internationalisation du marché et de la montée en gamme des productions", a appuyé la productrice Elisabeth Perez. Le risque, selon les participants, est de voir la France devenir un simple prestataire de services pour les grandes productions internationales, au détriment de la diversité de sa création, en aspirant notamment beaucoup de talents, à commencer par les techniciens. Mais si le décrochage de public est réel, d'aucuns n'ont pas manqué de souligner que "dans ce même contexte, trois jeunes réalisatrices, Julia Ducournau, Audrey Diwan et Alice Diop, ont décroché des récompenses prestigieuses en festival". Et Renzo Perini d'Alcinepoco approche des 50 000 entrées au bout de cinq semaines d'exploitation. "Aujourd'hui, il nous faut cultiver un esprit combatif et tourné vers l'avenir en défendant le rôle économique et culturel de la salle de cinéma. Cela ne peut se faire sans une volonté politique à nos côtés", a appuyé Christine Beauchemin-Flot, exploitante du Sélect à Anthony et coprésidente du Scare. Jane Rogues distributrice et coprésidente du SDI, a appelé à une remise à plat du fonctionnement de l'industrie cinématographique "en mal d'indépendance et de diversité". "Aujourd'hui, elle le poursuit, nous constatons un repli, une concentration et nous allons vers un nivellement des œuvres vers le bas". L'après-midi d'échange a été conclu au cours de nos participants par Arthur Harari : "La balle est momentanément dans le camp du CNC. Nous demandons que soient organisés des États généraux du cinéma." Ces discussions sur l'avenir du cinéma devaient se poursuivre également sous d'autres formes, à l'image de la journée consacrée au 7^e art sur France Inter le 12 octobre et des Rencontres cinématographiques de L'ARP (du 24 à 4 novembre). ♦

